



Tribune Socialiste N°627
Juillet - Août 1974
Pages 11 à 13

CABLES DE LYON
EVR - AUBERVILLIERS
DYNAMIC - ESSONNE
ABATTOIRS - DOUX
ACM - TROYES
OLIVETTI
SAVIEM - CAEN
BANQUES
MOULINEX - CAEN
BOURSES DE PARIS
UGIMAG - ISERE

USINOR - DUNKERQUE

EGCC - CORBEIL

DUQUENNE ET GIRAL - LAVAL
RATEAU - LA COURNEUVE
SEMM TRIGANO
MASSOT DISDIER
ACIERIES FURAN
DISTRANS
ORTF

BLINDEX - MARSEILLE
DARBOY - MONTREUIL
GARAGES DE BRETAGNE
HOULLIERES DE LORRAINE

Lip 73

Un an de luttés sociales

Usinor 74

Etablir un bilan des luttes est un exercice difficile. Moins parce qu'on risque d'oublier telle ou telle lutte importante ou qu'on n'arrive pas à en saisir toute la portée et la richesse, mais plutôt parce qu'au fond ce dont il s'agit c'est de saisir à un moment donné le point d'arrivée de la lutte des classes.

Le bilan de juillet 73 s'était ouvert sur le développement récent de la lutte des camarades de Lip. Il n'y a pas en juillet 74, ou du moins pas encore... de nouveaux Lip dans le champ de la lutte sociale et politique en France. Il n'y a pas d'affrontement aussi net, de mobilisation de masse organisée dans une pratique aussi claire d'auto-défense et de contrôle des travailleurs. Et, cependant, il y a probablement plus.

« **L'histoire ne se répète pas, elle bégaye** » disait Marx. Disons qu'elle continue et qu'il existe des périodes où brusquement elle s'accélère. Nous sommes probablement entrés dans une de ces périodes.

crise profonde.

Les économies capitalistes sont engagées depuis plus de cinq ans dans un processus inflationniste qu'elles n'arrivent plus à maîtriser et qui ne cesse de s'accélérer. En France, l'inflation était de 8% en 1972, de 12% en 1973, on la prévoit de 18 à 20% en 1974 ! On sait à qui sert l'inflation : d'abord aux firmes multinationales qui en profitent pour réaliser des superprofits.

L'inflation galopante, plus le dérèglement des échanges qu'elle entraîne, plus l'augmentation

des coûts de l'énergie, tout cela aboutit à une situation économiquement et politiquement difficile pour les pays capitalistes de second rang comme c'était le cas en France en 1974 :

- une inflation de plus de 18 % en moyenne
- un déficit des échanges extérieurs de plus de 20 milliards pour l'année ;
- un affrontement encore plus brutal avec les économies concurrentes et de nombreuses restructurations inévitables rapidement. Regardez la Bourse, baromètre du capitalisme : elle traduit l'inquiétude patronale.

Telle est la situation présente.

La vieille droite française et le patronat moderniste ont fait au printemps 74 un mariage forcé pour préserver l'héritage. Comme ils l'ont reconnu ils étaient d'accord sur ce qu'ils appellent « **l'essentiel** » : la sauvegarde du système capitaliste. Derrière un discours réformateur et quelques mesures habiles ils tentent de se réorganiser. C'est en catimini mais à grande vitesse la restructuration de l'appareil de production avec son cortège de licenciements, la réaction contre les revendications salariales par les menaces sur l'emploi. Ou encore la liquidation de certains secteurs non compétitifs sur le marché international : le textile, les cuirs et peaux, certaines fabrications automobiles, l'aéronautique

civile, l'agriculture familiale, la petite paysannerie.

Ces manoeuvres d'adaptation du capitalisme ont déjà provoqué de nombreuses luttes depuis l'arrivée de Giscard, même si la presse bourgeoise est singulièrement silencieuse.

Ouvrons le cahier des charges : quatre terrains d'affrontements ont caractérisé ces derniers mois la riposte des travailleurs : les salaires, la défense de l'emploi, les conditions de travail et de sécurité, les luttes contre la répression patronale.

● les salaires d'abord

Les couches populaires ressentent directement les effets de l'inflation. Les augmentations obtenues souvent avec retard sur la montée des prix ne permettent que des rattrapages qui sont immédiatement grignotés puis dépassés par la constante montée des prix : produits alimentaires, loyers, services, etc, sans compter la croissance de la fiscalité indirecte par la T.V.A. sur tous ces produits et sur l'énergie.

A la revendication du SMIC à 1 500 F par mois pour 40 h avancée avant la campagne électorale le gouvernement Giscard-Chirac n'a répondu que par une mesure dérisoire : 1 200 F pour 43 h. Evidemment non négligeable pour tous ceux qui étaient en dessous — plus d'un million sans doute et notamment des jeunes : apprentis, O.S., mais très insuffisante comparée à la croissance du coût de la vie.

Les travailleurs de **Péchiney-Noguères**, de la **SAVIEM** à Blainville, ceux des chantiers de St-Nazaire qui, au printemps avaient lancé une vaste offensive pour la revalorisation des salaires avaient montré l'urgence de telles mesures. De même la grève quasi générale dans le secteur bancaire des « **nouveaux O.S. au col blanc** » en mars-avril, relayée depuis par les employés des assurances, souligne que devant l'inflation il n'y a pas d'autres ripostes que la lutte. Volonté de lutte qui s'est à nouveau manifestée dans la grève de l'E.G.C.C. où la fabrication, dans l'Essonne, de câbles et de canalisations fait que les salariés sont payés 20% de moins que leurs camarades parisiens : il est vrai que la plupart étaient des immigrés dont on sait bien qu'ils sont les premiers soumis à la surexploitation actuelle.

Le capitalisme joue de cette division spatiale et sociale du travail qui fait que le manque d'emplois dans certaines régions lui permet d'accor-

der des salaires d'un quart ou d'un tiers inférieur entre **L.M.T.** à Laval et les établissements parisiens, entre **Renault** à Caen ou Le Mans et les salaires des grandes régions industrielles.

Les revendications d'augmentations uniformes pour la revalorisation des bas salaires et la réduction de l'éventail ont été puissamment portées par la base et souvent soutenues par les organisations syndicales : à la SAVIEM comme dans les banques, comme dans la fonction publique. Ce mot d'ordre juste s'est imposé dans la pratique des luttes : il devra être repris à la rentrée après les surprises qui ne manqueront pas de tomber d'ici là et qui exigeront une nouvelle mobilisation pour les salaires dès la rentrée de septembre où il faudra également et durement se battre pour le maintien de l'emploi.

En première ligne et selon des méthodes et des mots d'ordre qui depuis ont fait leur chemin, bien évidemment Lip. On a déjà beaucoup réfléchi sur « la lutte des Lip », on a beaucoup écrit mais les meilleures pages ce sont les travailleurs qui pendant et depuis juin 73 les ont écrites dans leurs luttes et leur conscience.

● Les luttes pour l'emploi

La liste ici est longue et impressionnante :

De **Lip** aux **Tanneries françaises Réunies** en passant par **Rateau** et Darboy, du textile à l'aéronautique et jusqu'au combat de la **SEMM-Trigano**, de l'automobile aux **Houillères de Lorraine**, le front des luttes n'a cessé de s'élargir pour le maintien de l'emploi et de la qualification des travailleurs.

A la bourrasque qui le secoue, le système de production capitaliste répond comme il l'a toujours fait : par la concentration et les restructurations. Sans considération naturellement pour le sort de ceux qui d'abord produisent la richesse et sont la seule vraie force de l'entreprise : « **Lip est là où sont les travailleurs** » avait dit Piaget après l'occupation de Patente par les CRS. C'est bien sûr vrai, mais pour son profit le capitalisme a parfois intérêt à laisser tomber les canards boiteux, insuffisamment rentables selon ses critères, et porter alors son capital ailleurs, dans d'autres branches, dans d'autres boîtes à produire le profit.

On le voit avec les licenciements dans le textile, l'habillement, les cuirs et peaux : chez **Bavard**, chez **Bourgeois**, 8 500 licenciements dans le textile depuis le début de l'année, les menaces aux **Tanneries**, ou à la **Nouvelle Société Ro-**

manaise où depuis deux mois les travailleurs sont à nouveau mobilisés. Dans l'aéronautique aussi où d'importants mouvements de restructuration se préparent dans le plus grand secret, à l'insu des travailleurs. Reconversion du secteur civil en militaire, acceptation de la domination américaine pour la mise au point d'un Super-Concorde : 5 000 salariés de la SNIAS ont défilé dans les rues de Toulouse pour la préservation de l'emploi, le maintien d'une activité de production motrice pour la région, contre l'exode forcé où les transferts organisés.

La fermeture de l'établissement **SNIAS** de Chateauroux et l'annonce des licenciements à **Zenith-Aviation** montre qu'on en est là aussi qu'au début et que la rentrée est lourde de menaces. Fourcade, le digne successeur de Giscard à l'Economie et aux Finances, l'a avoué lui-même : « **la situation est plus grave qu'il ne le pensait** ».

Quand la bourgeoisie observe les fruits de la crise que son système produit elle n'a que deux moyens de réagir : l'accentuation de l'exploitation de la classe ouvrière, la répression sur les couches populaires. Nous n'en sommes qu'au premier acte sous le règne des Giscard-Poniatovskiy, le deuxième se prépare en coulisse.

● pour l'amélioration

Usinor-Dunkerque, une des usines les plus modernes du capitalisme français, vient de provoquer le 73^e accident mortel en 12 ans. A **Fos**, il en a coûté 35 morts pour construire le complexe industrialo-portuaire qui fait la fierté des grands patrons modernistes. Ces meurtres perpétrés quotidiennement au nom de la « **poursuite de la croissance** » sont révélateurs de l'absence de mesures sérieuses pour l'amélioration de la condition des travailleurs. Leurs luttes qui ont surgi à Dunkerque, ces derniers temps de même qu'à un degré moindre, la forte mobilisation dans les banques ont montré, que les salariés n'acceptaient plus collectivement d'être traités comme des objets que l'on utilise, que l'on fait produire, que l'on opprime et que l'on méprise. Que ce dont il s'agissait c'était en même temps de leur vie, de leur sécurité et de leur dignité. Les mouvements de solidarité qui se sont manifestés à l'égard des travailleurs immigrés, premières victimes de cette surexploitation aveugle et leur propre mobilisation l'ont aussi souligné comme à Marseille et dans la région parisienne. Le coup d'arrêt porté à l'immigration sous le prétexte fallacieux d'améliorer les conditions d'ac-

cueil des travailleurs étrangers, en réalité pour réduire le chômage, va accentuer indirectement la prise de conscience de cette nécessaire solidarité.

● contre la répression

Insidieuse, quotidienne, la répression s'exerce d'abord à travers l'organisation capitaliste du travail : cadences, petits chefs, primes... ou sanction. Hiérarchie insupportable, qui, outre le prolongement habituel et robotisé de la machine, fait du salarié celui qui est en dessous et sur lequel — ou sur laquelle — peut s'exercer le chantage, l'agressivité, la bêtise du rouage supérieur. Luttés des femmes dans les entreprises textiles — comme à **Cerizay** — dans l'électronique — comme à **LMT et ITT** Laval ou Lanion — encore plus exploitées et plus opprimées parce que femmes. « **Nous sommes comme ouvrières encore plus exploitées que les autres parce que nous sommes femmes et parce que nous sommes jeunes** » disait une camarade de Cerizay, comme aurait pu le confirmer les travailleuses de Doux-Pederneq.

Mais répression anti syndicale aussi comme à **Cerizay** précisément où le patronat veut décapiter l'organisation que se donnent les travailleurs pour exercer encore plus féroce son exploitation ou comme à la **SAVIEM** et chez **Berliet** où les responsables CFDT sont toujours les premières cibles de la direction ou encore chez **Chrysler et Citroën** qui organisent de véritables milices policières ou CFT et annoncent comme une bombe des licenciements massifs, (chez Chrysler) ou une fusion surprise : **Citroën-Peugeot**.

Année difficile, année de luttes offensives qui, si dans l'expression des statistiques du ministère du Travail, elle n'apparaît pas comme une année record de jours de grève, aura pourtant été une année de grande avancée sociale et politique.

Pour trois raisons :

— la première, et il nous faut y revenir, parce qu'il y a eu la lutte victorieuse des Lip. Certes cette lutte et cette victoire sont importantes en elles mêmes mais aussi parce qu'elles ont enrichi l'expérience et la conscience de la classe ouvrière. Mise en pratique de la stratégie de contrôle, développement de la démocratie et de l'unité ouvrière avec leurs difficultés et leur succès, ouverture sur la réalité — ou du moins la pédagogie du socialisme auto-gestionnaire

— la seconde parce qu'ouvertement et à différentes reprises la jonction s'est faite entre les projets d'une organisation politique, le PSU, et la pratique des luttés sociales et parce qu'elle a dépassé l'expérience qui l'avait fait naître : avec Cerizay, avec Darboy, avec Doux Pederneec, à la Sa-viem, dans les banques etc..

— la troisième et c'est la plus importante parce qu'elle pose deux types de questions auxquelles le mouvement ouvrier dans son ensemble doit se préparer à répondre.

Les véritables victoires n'ont été obtenues que dans la pratique de l'unité de classe. Une unité souvent conflictuelle, difficile mais fondée sur la volonté et la conscience profonde que la pratique de la démocratie ouvrière et la solidarité

sont les plus solides atouts pour la victoire des travailleurs malgré leurs divergences.

L'articulation entre la pratique des luttés et leur traduction politique ne s'est jusqu'alors qu'imparfaitement exprimée. Parce organisations politiques traditionnelles présentes se sont trouvées bien souvent en retard et en deçà de l'offensive dans la lutte sociale. Parce qu'enfin les forces socialistes et populaires n'ont pu jusqu'alors, en France, et notamment le courant socialiste autogestionnaire, formuler en termes politiques précis, en termes d'organisation et de programme d'action les exigences que reflétaient ces expériences de luttés.

Jean NAUROIS ■